

## Un pays? Quel pays?

David Homel

Volume 34, Number 5 (203), October 1992

Le Québec des écrivains

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/31406ac>

[See table of contents](#)

---

### Publisher(s)

Collectif Liberté

### ISSN

0024-2020 (print)

1923-0915 (digital)

[Explore this journal](#)

---

### Cite this article

Homel, D. (1992). Un pays? Quel pays? *Liberté*, 34(5), 53–57.

DAVID HOMEL

## UN PAYS? QUEL PAYS?

S'il est un temps où je me réjouis que le Bon Dieu m'ait fait appartenir à une minorité, c'est bien maintenant. Minorité et, du coup, écrivain minoritaire. J'ai choisi Montréal après une enfance américaine, quelques années d'errance en Europe et un bref passage à Toronto, capitale de l'ambition. J'ai choisi de vivre à Montréal à cause de ce sentiment que je pouvais avoir, à chaque instant de la journée, d'appartenir à une minorité, à commencer par la langue, bien qu'elle ne soit pas le principal facteur. En tant qu'écrivain, je trouve cette sensation stimulante et nécessaire. Mais je me suis aussi établi à Montréal parce que c'était une ville *le fun*. Il ne faudrait pas oublier ce concept fondamental.

Par le terme «minorité», j'entends que mon imagination d'écrivain s'alimente à d'autres courants que ceux qui m'entourent. L'action d'un de mes romans se situe à Chicago; l'action d'un autre, dans le Sud américain. Je travaille actuellement à un roman qui se déroule en grande partie en Union Soviétique, dans les années trente. Mon imaginaire se compose pour moitié du buisson ardent de la Bible, pour moitié des *Doors*, et j'en suis très heureux.

Je ne voudrais pas que mon identité littéraire soit à la remorque de la nation ingouvernée à laquelle nous appartenons maintenant. L'idée même que mon énergie créatrice et ma vision romanesque puissent dépendre en quelque façon du «leadership» et des convictions des Campeau, Péladeau et autres chevaliers d'industrie qui ont décidé que

leur porte-monnaie serait plus gonflé dans un état souverain, ou d'un Parizeau à genoux devant l'esprit de marketing de Céline Dion, chaudement félicitée pour avoir courageusement refusé le trophée de l'ADISQ de la meilleure artiste anglophone de l'année — cette idée m'est insupportable. Je ferais mieux de jeter bien vite ma machine à écrire au panier. Quel artiste voudrait former une nation avec cette bande-là?

Il va de soi que l'écrivain québécois se voit refuser l'honneur d'appartenir à une minorité, et pourquoi devrait-il connaître cet honneur? Qui voudrait appartenir à une minorité dans son propre pays? Mais si les Québécois n'ont pas le côté vindicatif et bagarreur des minorités, ils devraient au moins afficher la confiance en soi des majorités. Tout le problème est là: nous nous situons quelque part entre les deux. C'est peut-être propre à la situation canadienne, et je me demande si nous, qui nous targuons d'assez de maturité pour souffrir l'ambiguïté dans les autres domaines de notre existence, aurons la force de continuer à vivre avec cette ambiguïté politique.

La grande féministe et anarchiste russo-américaine Emma Goldman déclara un jour: «Si je ne peux pas danser à votre révolution, je ne veux plus en entendre parler.» Si je ne suis pas dans la rue, aux côtés des forces pro-souverainistes, c'est que leur mouvement n'est plus *le fun*. J'entends par *le fun*: attirant, magique, inspirant, qui repose sur la fraternité, la «sororité», la générosité et l'ouverture du cœur et de l'esprit. De nos jours, le principal argument contre la souveraineté, c'est les souverainistes eux-mêmes. Je suis écrivain. Mon avenir dépend d'un lectorat instruit, d'un réseau développé de bibliothèques publiques, où la constitution du fonds repose sur des choix éclairés, d'un système d'éducation qui forme des gens qui adorent lire (et des gens capables de lire), d'un ensemble de médias d'information qui guident le goût du public et ne se contentent pas de le refléter, d'un gouvernement qui appuie les créa-

teurs et ne cherche pas uniquement à les récupérer... Si je me tourne du côté souverainiste, je ne vois pas une seule personne qui aborde ces questions. Y a-t-il quelqu'un, chez les pro-souverainistes, qui s'inquiète de l'illettrisme, du taux d'abandon scolaire et de la perte de la culture littéraire? Je ne crois pas; leurs enfants vont tous à l'école privée. Pas les miens.

Et qu'on n'essaie pas de me convaincre avec l'argument qu'il faut d'abord réaliser l'indépendance et ensuite se demander quelle sorte de pays on aura. Désolé! Je suis beaucoup trop réaliste.

L'automne dernier, j'ai connu des moments exaltants. Quelque chose d'important avait lieu dans la communauté des arts du Québec. Les uns après les autres, des groupes d'artistes appartenant à plusieurs disciplines descendirent le fleuve jusqu'à Québec pour y exprimer leur dégoût du rapport Arpin et de sa vision bureaucratique. La ministre Liza Frulla-Hébert allait-elle prêter l'oreille aux résultats de sa propre consultation? Dans un premier temps, elle admit avoir été «secouée» par les critiques des artistes, mais très vite elle se ressaisit et commença à se comporter en vraie politicienne, en ignorant la consultation qu'elle avait elle-même demandée. Pour le Parti québécois et son critique en matière de culture, André Boulerice, l'occasion aurait été belle de prendre le relais en mettant de l'avant sa propre vision de la culture. Avez-vous entendu récemment une déclaration quelconque du PQ à ce sujet? Moi pas. Tout le monde est trop occupé à rédiger sa prise de position, ce qui revient à dire, dans les faits, que personne n'a de véritable opinion personnelle.

Mais en même temps, je souhaite de tout cœur que tous ces groupes et ces personnes qui ont eu le courage de s'opposer à la vision «culture d'État» du rapport Arpin continuent de se montrer vigilants.

Lors de la consultation de Québec, j'ai été frappé par le fait que, pour la première fois, un bon pourcentage d'ar-

tistes québécois ont admis qu'ils détestaient et se méfiaient des gouvernements de *tous* bords. Du reste, ils font bien. C'est là leur travail et le rôle qui leur est naturellement échu. Mais pour la première fois, certains d'entre eux se sont levés et l'ont dit. À l'exception, il va de soi, de la très corporatiste Union des écrivains, qui a causé un tort immense à la réputation de clarté de la langue française en étant à la fois pour et contre le rapport Arpin.

Vous pouvez donc vous imaginer le luxe que signifie le statut de minorité. Comme si vous étiez un agent libre qui avait connu une bonne saison: vous pouvez aller partout. On peut être un tireur d'élite en restant dans les marges.

Je dois vous avouer qu'il y a autre chose qui me tracasse. Je ne comprends pas pourquoi nos écrivains boudent Montréal, ce petit bijou de ville. Avec quatre autres personnes, je dois évaluer la récolte soumise cette année au Grand Prix de la Ville de Montréal. Il vaudrait peut-être mieux rebaptiser ce prix du nom de Grand Prix de la Province, puisque Montréal a disparu de la prose de fiction. J'ai l'impression que c'est mauvais signe. Pourquoi refusons-nous d'assumer cette ville? Est-elle trop complexe pour nous? Je déteste devoir répéter ce vieux cliché sur l'ambivalence des Québécois vis-à-vis de Montréal, mais je crois que l'incapacité de nos écrivains à composer avec le principal centre urbain d'une société urbanisée augure mal pour notre culture. À plus forte raison, quand il s'agit d'un des endroits où vivre les plus formidables au monde.

Au bout du compte, je ne suis pas sûr que toutes ces plaintes et ces spéculations auront un effet quelconque sur ce qui s'écrit au Québec, que ce soit en français, en anglais ou en n'importe quelle autre langue. La souveraineté changera-t-elle la littérature québécoise? Le seul effet bénéfique de la souveraineté, à supposer que ce soit réellement ce vers quoi nous allions, sera que certains écrivains (à vrai

dire plusieurs d'entre eux) devront laisser tomber tous leurs vieux clichés sur l'appartenance à un peuple opprimé.

Le travail est au fond la seule chose qui importe. En ce qui me concerne, je continuerai à vivre dans un paysage industriel de Chicago, à me laisser flotter sur les marais de la Géorgie dans une barque de pêcheur, à marcher dans une rue poussiéreuse d'Alma Ata, rongant un morceau de charbon pour calmer ma faim. La vie à ces endroits-là me convient tout à fait. Elle me convient aussi à Montréal, qui me permet d'habiter toutes ces contrées imaginaires. Au moment où j'écris ces lignes, il y a, au sujet de la Constitution, une indifférence qui confine à la surdité. Et pourquoi n'y aurait-il pas d'indifférence? Nous ne sommes pas si mal. Ce n'est pas l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Bosnie, la Thaïlande ou le Guatemala; ce n'est même pas Los Angeles.

Il n'y a qu'une chose qui trouble la sérénité de mes rêveries et de mes méditations. Un peuple indifférent est le plus susceptible de se faire mener. Par n'importe qui.

*Traduit de l'anglais par Marie-Andrée Lamontagne*